

27 novembre 2020

N° 2020-303

Comptes nationaux trimestriels - résultats détaillés (PIB) - troisième trimestre 2020

Au troisième trimestre 2020, le revenu disponible brut des ménages et le taux de marge des entreprises se redressent avec le rebond de l'activité économique

Avertissement

Les Résultats détaillés du troisième trimestre 2020 prennent en compte les mesures de politique économique mises en place pour contenir les effets de la pandémie de Covid-19 à partir des informations disponibles et poursuit les modifications méthodologiques mises en œuvre précédemment. Ces modifications méthodologiques sont détaillées dans **la note jointe à cette publication**. Étant donné les fortes évolutions des derniers trimestres, les glissements annuels rendent mieux compte de l'activité du troisième trimestre que les évolutions trimestrielles, et sont mis en avant dans le commentaire de cette publication. Les tableaux ont été dédoublés pour présenter à la fois les évolutions trimestrielles (T/T-1) et les glissements annuels (T/T-4).

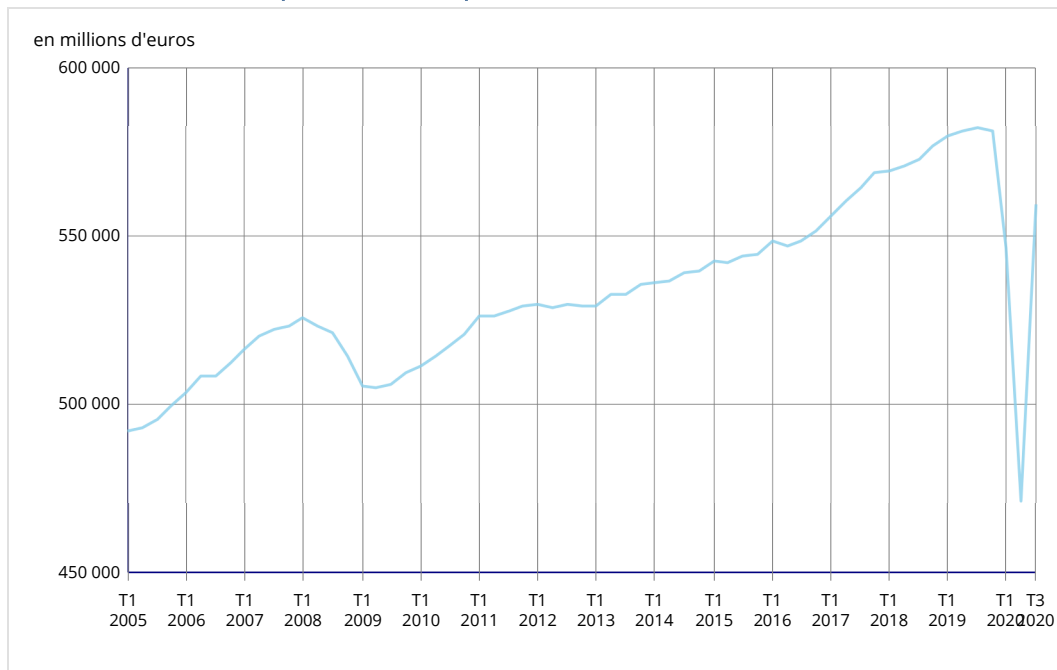
Au troisième trimestre 2020, le produit intérieur brut (PIB) en volume* rebondit : +18,7 % (en révision de +0,4 point par rapport à la première estimation) après -13,8 % au deuxième trimestre. Le PIB demeure néanmoins nettement en dessous de son niveau d'avant la crise sanitaire : en volume, le PIB est inférieur de 3,9 % à son niveau du troisième trimestre 2019 (au lieu de -4,3 % à la précédente estimation). Les révisions tiennent principalement à l'intégration de nouveaux indicateurs pour le mois de septembre, notamment concernant la consommation des ménages et l'investissement en services.

Toutes les composantes de la demande intérieure rebondissent nettement. Les dépenses de consommation des ménages augmentent vivement (+17,9 %, après -11,4 %), et se rapprochent de leur niveau d'avant-crise (-1,3 % en glissement annuel), tandis que les dépenses de consommation publique le dépassent légèrement (+0,5 % en glissement annuel). En revanche, la formation brute de capital fixe (FBCF) demeure nettement en retrait (-4,8 % en glissement annuel), malgré un fort rebond au troisième trimestre (+23,9 % après -14,5 %). Au total, la demande intérieure finale hors stocks contribue pour +19,5 points à l'évolution du PIB.

Le commerce extérieur rebondit également ce trimestre, notamment les exportations (+22,1 %, après -25,1 % au deuxième trimestre). Les importations augmentent également, mais dans des proportions moins marquées (+16,8 %, après -16,8 %). Au total, le commerce extérieur contribue positivement à la croissance du PIB (+0,7 point après -2,3 point). À l'inverse, la variation de stocks y contribue négativement (-1,5 point après +0,9 point).

* Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Produit intérieur brut - Volume aux prix de l'année précédente chaînés - Série CVS-CJO



Source : Insee

Le PIB et ses composantes en volumes chaînés

variations en %, données CVS-CJO

	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2020 T3	2019	2020 (acquis)
PIB	-0,2	-5,9	-13,8	18,7	1,5	-8,0
Importations	-0,8	-5,6	-16,8	16,8	2,6	-11,2
Dép. conso. ménages	0,2	-5,7	-11,4	17,9	1,5	-5,9
Dép. conso. APU*	0,4	-3,0	-10,6	15,5	1,7	-3,4
FBCF	0,3	-10,5	-14,5	23,9	4,3	-10,0
Exportations	-0,9	-6,5	-25,1	22,1	1,8	-17,3
Contributions :						
Demande intérieure finale hors stocks	0,3	-6,3	-12,3	19,5	2,2	-6,4
Variations de stocks	-0,4	0,7	0,9	-1,5	-0,4	0,2
Commerce extérieur	0,0	-0,2	-2,3	0,7	-0,3	-1,8

* APU : administrations publiques

** ENF : entreprises non financières

Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Source : Insee

Le PIB et ses composantes en volumes chaînés – glissements annuels

glissements annuels en %, données CVS-CJO

	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2020 T3
PIB	0,8	-5,7	-18,9	-3,9
Importations	1,1	-5,7	-21,7	-9,1
Dép. conso. ménages	1,6	-4,7	-16,0	-1,3
Dép. conso. APU*	1,7	-1,6	-12,5	0,5
FBCF	4,0	-8,0	-22,3	-4,8
Exportations	-1,2	-8,2	-30,9	-15,3
Contributions :				
Demande intérieure finale hors stocks	2,2	-4,8	-17,0	-1,8
Variations de stocks	-0,6	-0,1	0,9	-0,2
Commerce extérieur	-0,8	-0,7	-2,8	-1,9

* APU : administrations publiques

** ENF : entreprises non financières

Les volumes sont mesurés aux prix de l'année précédente chaînés et corrigés des variations saisonnières et des effets des jours ouvrables (CVS-CJO).

Source : Insee

Production, consommation et FBCF : principales composantes

variations en %, données CVS-CJO

	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2020 T3	2019	2020 (acquis)
Production branche	-0,4	-5,5	-14,0	18,1	1,5	-8,3
Biens	-1,5	-5,8	-16,8	19,1	-0,3	-11,6
<i>Ind. manufacturière</i>	-1,6	-6,8	-20,4	23,9	-0,2	-13,6
Construction	-0,1	-12,9	-19,5	35,8	2,6	-12,8
Services marchands	-0,1	-5,0	-12,8	15,5	2,2	-7,6
Services non marchands	0,4	-3,4	-11,5	18,4	1,2	-3,3
Consommation des ménages	0,2	-5,7	-11,4	17,9	1,5	-5,9
Alimentaire	0,2	2,8	-0,5	-3,3	-1,3	0,6
Énergie	-1,1	-3,8	-11,2	16,1	-0,1	-5,8
Biens fabriqués	1,0	-15,9	-11,7	39,4	1,7	-7,3
Services	0,3	-5,6	-16,2	20,4	2,0	-8,5
FBCF	0,3	-10,5	-14,5	23,9	4,3	-10,0
Produits manufacturés	-0,4	-13,0	-17,0	33,6	4,0	-11,5
Construction	-0,1	-14,7	-20,6	38,8	3,7	-14,2
Services marchands	1,2	-4,0	-6,6	6,0	5,3	-4,2

Source : Insee

Production, consommation et FBCF : principales composantes – glissements annuels

glissements annuels en %, données CVS-CJO

	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2020 T3
Production branche	0,4	-5,6	-19,0	-4,5
Biens	-2,3	-8,1	-23,4	-8,1
<i>Ind. manufacturière</i>	-2,4	-9,3	-27,3	-9,5
Construction	1,8	-11,9	-29,6	-4,9
Services marchands	1,3	-4,5	-17,0	-4,4
Services non marchands	1,3	-2,3	-13,8	1,6
Consommation des ménages	1,6	-4,7	-16,0	-1,3
Alimentaire	-1,1	2,6	1,8	-0,8
Énergie	-0,1	-4,0	-16,4	-1,9
Biens fabriqués	3,4	-14,1	-23,7	4,6
Services	1,9	-4,5	-20,4	-4,5
FBCF	4,0	-8,0	-22,3	-4,8
Produits manufacturés	3,8	-11,5	-27,3	-4,0
Construction	3,0	-13,0	-31,8	-6,1
Services marchands	5,2	0,1	-7,9	-3,9

Source : Insee

Le revenu disponible brut des ménages rebondit tandis que leur taux d'épargne chute de 10 points

Le revenu disponible brut (RDB) des ménages rebondit fortement (+3,7 % après -2,6 %, soit sa plus forte hausse trimestrielle depuis 1983 ; +1,0 % après -1,9 % en glissement annuel). La masse salariale reçue par les ménages augmente fortement (+13,1 % après -10,8 %), soutenue par le moindre recours au dispositif d'activité partielle et le rebond de l'emploi. Cette hausse des revenus primaires est néanmoins partiellement contrebalancée par le recul des prestations sociales (-6,2 % après +8,3 %) qui restent à un niveau élevé par rapport à leur niveau d'avant la crise sanitaire (+5,0 % en glissement annuel). En effet, les versements au titre des indemnités d'activité partielle et des absences pour arrêt maladie restent importants, malgré leur décline notable par rapport au trimestre précédent. En outre, s'y ajoutent les indemnités au titre du chômage, le versement en hausse des minima sociaux, ainsi que la majoration exceptionnelle de l'allocation de rentrée scolaire. Les impôts sur le revenu et le patrimoine rebondissent également (+11,5 % après -8,5 %) mais demeurent inférieurs de 4,1 % à leur niveau de l'an passé, les ménages bénéficiant des réformes du barème sur le revenu et de la taxe d'habitation mises en œuvre avant la crise sanitaire. Enfin, les cotisations sociales à la charge des ménages s'accroissent (+8,0 % après -8,6 %) du fait de la hausse des revenus du travail.

Les prix de la consommation des ménages repartent légèrement à la hausse (+0,2 % après -0,3 %). Au total, le pouvoir d'achat du RDB des ménages augmente nettement (+3,5 % après -2,4 %). Mesuré par unité de consommation pour être ramené à un niveau individuel, il est en hausse de +3,4 % (après -2,5 %). En raison du rebond marqué de la consommation des ménages (cf. supra), le taux d'épargne s'infléchit nettement, et s'établit à 16,5 % après 26,5 % au deuxième trimestre. Il demeure toutefois au-dessus du niveau moyen de 2019 (14,9 %).

Enfin, le nombre total d'heures travaillées augmente de +20,6 % au troisième trimestre (après -17,1 %). Cette hausse est largement consécutive à la chute nette du recours au dispositif d'activité partielle et, dans une moindre mesure, des arrêts maladie. L'emploi et les heures supplémentaires progressent également. Le nombre total d'heures travaillées reste toutefois nettement inférieur à son niveau d'avant-crise (-4,3 % en glissement annuel).

Revenu disponible brut et ratios des comptes des ménages

variations t/t-1, en %, données CVS-CJO

	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2020 T3	2019
RDB	0,8	-0,7	-2,6	3,7	3,1
RDB (pouvoir d'achat)	0,5	-0,9	-2,4	3,5	2,1
RDB par uc* (pouvoir d'achat)	0,3	-1,0	-2,5	3,4	1,5
RDB ajusté (pouvoir d'achat)	0,5	-1,6	-4,9	6,9	2,0
Taux d'épargne (niveau)	15,1	19,2	26,7	16,5	14,9
Taux d'épargne financière (niveau)	4,5	10,0	18,9	6,6	4,6

* uc : unité de consommation

Source : Insee

Le taux de marge des entreprises compense en partie la baisse du premier semestre

Au troisième trimestre 2020, le taux de marge des sociétés non-financières (SNF) se redresse. Il s'établit à 30,3 % après 27,8 %, soit une augmentation de 2,5 points. Cette hausse est principalement due au rebond de la valeur ajoutée au troisième trimestre (+23,3 %, après -17,3 %). Néanmoins, le rebond de la masse salariale et des cotisations sociales afférentes minorent cette hausse. Par ailleurs, le recours au Fonds de Solidarité (dont une partie est versée aux SNF, le reste bénéficiant aux entrepreneurs individuels) est également en net retrait ce trimestre.

Ratios des comptes des sociétés non financières

niveaux en %, données CVS-CJO

	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2020 T3	2019
Taux de marge	33,3	29,5	27,8	30,3	33,2
Taux d'investissement	24,8	24,3	25,6	24,9	24,5
Taux d'épargne	23,8	20,1	16,9	21,3	23,2
Taux d'autofinancement	95,9	82,6	65,9	85,4	94,7

Source : Insee

Au troisième trimestre 2020, le déficit public s'améliore nettement mais demeure très dégradé

Au troisième trimestre 2020, le besoin de financement des administrations publiques (APU) diminue de 7,4 points, et s'établit à 4,9 % du PIB après 12,3 % au deuxième trimestre. L'amélioration du déficit public est due à la hausse des recettes (+11,1 % après -8,8 %), liée au rebond de l'activité économique (hausse des montants dus de TVA, d'impôt sur les ménages et sur les sociétés, et de cotisations sociales). Parallèlement, les dépenses s'infléchissent légèrement (-0,9 % après +1,4 %), sous l'effet du recul de celles liées aux prestations sociales (activité partielle et arrêts maladie), aux subventions (Fonds de Solidarité), ainsi que, par contrecoup, des primes et paiements d'heures supplémentaires versés aux personnels de santé au deuxième trimestre. Toutefois cette baisse est minorée par les effets du rebond de l'activité : hausse des transferts sociaux en nature (remboursements de frais de santé liées à la reprise des soins hors Covid), de l'investissement et des consommations intermédiaires.

Dépenses, recettes et besoin de financement des administrations publiques

niveaux, données CVS-CJO

	2019 T4	2020 T1	2020 T2	2020 T3	2019
En milliards d'euros					
Dépenses totales	339,7	339,4	344,1	341,1	1348,1
Recettes totales	317,3	308,0	280,9	312,1	1275,0
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-22,3	-31,4	-63,3	-29,0	-73,1
En % de PIB					
Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-3,7	-5,4	-12,3	-4,9	-3,0

Source : Insee

Révisions

L'estimation de la croissance du PIB au troisième trimestre 2020 s'établit à +18,7 %, elle est révisée à la hausse de +0,4 point. Celle du deuxième trimestre 2020 s'établit à -13,8 %, en révision de -0,1 point. Ces révisions tiennent à l'intégration de nouvelles données et à la révision des indicateurs existants.

Pour en savoir plus

Prochaine publication : le 29 janvier 2021 à 07h30

Contact presse : bureau-de-presse@insee.fr

Suivez-nous aussi sur Twitter @InseeFr : twitter.com/InseeFr



Institut national de la statistique et des études économiques

88 avenue Verdier, 92541 Montrouge Cedex

Directeur de la publication : Jean-Luc Tavernier

ISSN 0151-1475